



# Conseil de sécurité

## CS/10727

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Conseil de sécurité

6816<sup>e</sup> séance – matin et après-midi

#### **LE COORDONNATEUR SPÉCIAL POUR LE PROCESSUS AU MOYEN-ORIENT NE CONSTATE AUCUNE PERCÉE EN VUE D'UNE REPRISE DES POURPARLERS ISRAËLO-PALESTINIENS**

Le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Robert Serry, a dit, aujourd'hui devant le Conseil de sécurité, n'avoir observé aucune percée dans les efforts visant à une reprise des pourparlers israélo-palestiniens. Il est également revenu sur la crise syrienne, dont la tentative de règlement est, a-t-il souligné, « au centre des efforts » menés actuellement par l'ONU.

« Des échanges discrets entre les parties sont en cours en vue d'aboutir à un accord sur un train de mesures susceptibles de créer un environnement favorable à des négociations et de baliser la voie pour des contacts de haut niveau », a déclaré le Coordonnateur spécial, présentant l'exposé mensuel du Secrétariat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, lors d'un débat du Conseil de sécurité qui a rassemblé une quarantaine de délégations.

Si ces efforts « n'ont pas atteint le point de rupture », il n'y a pas eu non plus de percée, ce qui est source d'une croissante préoccupation », a-t-il dit. Tandis que les pourparlers sont au point mort, « les événements sur le terrain continuent d'aller dans la mauvaise direction », a-t-il ajouté, en donnant des exemples précis.

Le Coordonnateur spécial a, entre autres, parlé des problèmes de solvabilité de l'Autorité palestinienne qui a annoncé, au début de l'année, une dette de 1,1 milliard de dollars auprès des banques et de 400 millions de dollars auprès du secteur privé. Il a donc appelé les donateurs, en particulier ceux du Golfe, à prendre exemple sur l'Arabie saoudite qui vient d'annoncer une contribution de 100 millions de dollars.

De nombreuses délégations se sont en outre inquiétées de la construction de nouvelles colonies de peuplement, des expulsions de Palestiniens, de la démolition de maisons à Jérusalem-Est et des restrictions rendant incapable l'Autorité palestinienne de promouvoir le développement dans la zone C de la Cisjordanie, toutes situations qui compromettent la viabilité de la solution à deux États, comme l'a dit le représentant de l'Union européenne.

Selon le Coordonnateur spécial, « les parties doivent maintenant faire leur part pour surmonter des obstacles que tout le monde sait difficiles et prendre les mesures nécessaires pour créer un environnement favorable à un engagement sérieux ». « Mais je crains que le temps nous file entre les doigts », a-t-il considéré.

L'Observateur permanent de la Palestine a appelé la communauté internationale à prendre « enfin » des mesures « sérieuses et pratiques » pour empêcher qu'Israël ne détruise complètement la viabilité de la solution à deux États. Il a prévenu que la situation actuelle s'était dangereusement dégradée à tous les niveaux, « nous éloignant encore plus de l'objectif que nous partageons tous ».

Le Moyen-Orient est « sans doute aujourd'hui à la croisée des chemins la plus importante depuis la Première Guerre mondiale », a estimé le délégué israélien qui a expliqué que deux voies sont possibles: celle « du fondamentalisme » et « de la haine », vers laquelle l'Iran tente d'embarquer la région, et celle « de la paix, du progrès et de la prospérité ». Il a assuré que son gouvernement était prêt à œuvrer ardemment en faveur d'une paix durable avec les Palestiniens à travers des négociations directes, et que le peuple israélien était disposé à faire des « compromis douloureux » en ce sens.

Pour la Fédération de Russie, les événements du printemps arabe ne peuvent pas être utilisés comme prétexte pour remettre à plus tard le règlement de la question arabo-israélienne. Son homologue de l'Inde a prévenu que le statu quo est « intenable et insoutenable », surtout quand les membres les plus prééminents de la communauté internationale prétendent appuyer les aspirations démocratiques d'autres peuples de la région.

Le représentant des États-Unis a reconnu, comme d'autres, que la Palestine faisait actuellement face à la pire crise financière de son histoire, dont les conséquences pourraient être très graves. La viabilité de la solution de deux États passe par la viabilité des partenaires qui la porte, a souligné la délégation française, mettant ainsi l'accent sur la nécessité de réaffirmer le soutien à une Autorité palestinienne fragilisée, a commenté la France.

Au nom du Groupe des États arabes, le représentant de l'Arabie saoudite a demandé au Conseil de sécurité de se rendre en visite en Palestine.

Le Coordonnateur spécial a également décrit la situation en Syrie où, « chaque jour jette la lumière sur de nouvelles atrocités et de nouvelles souffrances ». Il a notamment fait état des informations sur un possible déplacement de stocks d'armes chimiques dans le pays, exprimant ses craintes sur leur éventuelle utilisation.

« Nous condamnons toute violence en Syrie qui a coûté la vie à des milliers de personnes », a-t-il encore déclaré, ajoutant que le Secrétaire général avait exhorté toutes les parties concernées à arrêter immédiatement les combats et à s'orienter vers une transition conduite par les Syriens répondant aux véritables aspirations et aux besoins du peuple syrien. « Faire cesser la violence et rechercher une solution pacifique à la crise en Syrie restera au centre de nos efforts », a-t-il dit, mettant en outre l'accent sur l'impact de cette situation au Liban.

Dénonçant l'incapacité du Conseil à adopter une résolution condamnant la Syrie, le délégué saoudien a indiqué que le Groupe des États arabes avait décidé de saisir l'Assemblée générale sur cette question.

Le délégué de la Syrie, qui n'a pas souhaité s'étendre sur la situation dans son pays, laquelle, selon lui, n'a pas à figurer dans ce genre de débat, a demandé à l'Arabie saoudite et au Qatar de répondre d'abord aux exigences démocratiques de leurs propres populations.

## ***LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE***

### **Déclarations**

M. ROBERT SERRY, Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, a tout d'abord condamné, dans les termes les plus forts, l'attentat du 18 juillet dernier à Burgas, en Bulgarie, contre un bus de touristes israéliens, qui a fait six morts et plus de 30 blessés. M. Serry a ensuite souligné que le mois dernier avait été marqué par la poursuite des efforts visant à la reprise des pourparlers sur fond d'événements préoccupants sur le terrain. Des échanges discrets entre les parties sont en cours en vue d'aboutir à un accord sur un train de mesures susceptibles de créer un environnement favorable à des négociations et de baliser la voie pour des contacts de haut niveau.

Le Président Mahmoud Abbas a souligné l'importance de la question sur la libération des prisonniers palestiniens arrêtés avant la signature des Accords d'Oslo. Il a aussi souligné l'importance pour Israël d'autoriser l'acheminement des armes et des munitions destinées aux Forces de sécurité palestiniennes. Reconnaisant la pertinence de ces questions, le Coordonnateur spécial a jugé préoccupant que « nous n'ayons pas vu les mesures urgentes nécessaires au renforcement de l'Autorité palestinienne ».

Il a précisé que des émissaires du Quatuor demeuraient en contact étroit avec chacune des parties, et qu'un certain nombre de visites de haut niveau avaient été effectuées, notamment celles du Président russe, M. Vladimir Putin et de la Secrétaire d'État américaine, Mme Hillary Clinton. Le Président de l'Autorité palestinienne a rencontré le Président français, M. François Hollande, la Haut-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Catherine Ashton, et le Ministre britannique des affaires étrangères, M. William Hague.

Selon le Coordonnateur spécial, les efforts en vue d'une reprise des pourparlers n'ont pas atteint le point de rupture, mais il n'y a pas eu de percée non plus, ce qui est source d'une croissante préoccupation. Tandis que les pourparlers sont au point mort, les événements sur le terrain continuent d'aller dans la mauvaise direction, a-t-il fait observer, en donnant des exemples précis.

Il a, entre autres, parlé des problèmes de solvabilité de l'Autorité palestinienne qui a annoncé, au début de l'année, une dette de 1,1 milliard de dollars auprès des banques et de 400 millions de dollars auprès du secteur privé. À ce jour, il manque toujours 1 milliard de dollars pour compléter le budget de 2012 fixé à 3,2 milliards de dollars. Au mois de juillet, l'Autorité palestinienne a annoncé qu'elle ne pourrait payer à temps les salaires du mois de juin de quelque 150 000 employés.

Le Coordonnateur spécial a donc appelé les donateurs, en particulier ceux du Golfe, à prendre exemple sur l'Arabie saoudite qui vient d'annoncer une contribution de 100 millions de dollars. Il a aussi réitéré la nécessité d'un mécanisme plus transparent et plus efficace pour le transfert des recettes de la TVA qu'Israël collecte pour l'Autorité palestinienne. Avec deux semaines d'avance, Israël vient de transférer la moitié des recettes de la TVA, pour permettre le paiement des salaires avant le mois du Ramadan.

S'agissant de la Syrie, M. Serry, rappelant que le Conseil de sécurité avait été saisi la semaine dernière d'exposés sur l'escalade de la violence et en entendra d'autres la semaine prochaine, a affirmé que le Secrétaire général demeurait extrêmement préoccupé par la situation et de l'augmentation du nombre des victimes, de la poursuite des violations des droits de l'homme et des besoins humanitaires croissants. Chaque jour jette la lumière sur de nouvelles atrocités et de nouvelles souffrances, a-t-il dit, se disant également préoccupé par les bombardements aériens des parties est de la ville d'Alep.

De même, le Coordonnateur spécial a fait état des informations sur un possible déplacement de stocks d'armes chimiques en Syrie, exprimant ses craintes sur leur éventuelle utilisation. Le Secrétaire général, a-t-il dit, a souligné la responsabilité fondamentale du Gouvernement syrien à assurer la sécurité de ces stocks, lesquels ne doivent être utilisés en aucune circonstance. Le Secrétaire général a également noté avec inquiétude que la Syrie n'était pas partie à la Convention sur les armes chimiques.

« Nous condamnons toute violence en Syrie qui a coûté la vie à des milliers de personnes », a déclaré M. Serry, ajoutant que le Secrétaire général avait exhorté toutes les parties concernées à arrêter immédiatement les combats et à s'orienter vers une transition conduite par les Syriens répondant aux véritables aspirations et aux besoins du peuple syrien. « Faire cesser la violence et rechercher une solution pacifique à la crise en Syrie restera au centre de nos efforts », a-t-il poursuivi.

Le Coordonnateur spécial a mis l'accent sur les conséquences de la crise syrienne au Liban, rappelant que le Conseil de sécurité avait émis ses graves préoccupations dans sa déclaration à la presse du 18 juillet sur les incidents répétés à la frontière, les incursions, les enlèvements et le trafic d'armes. Depuis lors, a-t-il indiqué, la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) a signifié aux autorités syriennes que l'entrée de leurs forces armées dans la zone de séparation est une violation de l'Accord de désengagement signé entre ces forces syriennes et les forces israéliennes.

La sécurité et la stabilité du Liban continuent également de faire face à des défis importants et liés directement ou indirectement à la crise en Syrie. Les incidents dans différentes parties du pays reflètent les tensions confessionnelles exacerbées par le conflit en Syrie, a-t-il expliqué. Le 18 juillet dernier, après les bombardements à Damas, des affrontements ont eu lieu entre les quartiers sunnites et alaouites à Tripoli, lesquels ont coïncidé avec le discours du chef du Hezbollah pour appuyer le régime syrien.

Parallèlement, la situation dans la zone d'opération de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) est restée calme et stable, a-t-il dit, ajoutant néanmoins que les violations israéliennes de l'espace aérien libanais se poursuivaient à un rythme quotidien.

En conclusion, M. Serry a estimé que la communauté internationale devrait comprendre qu'en l'absence d'un horizon politique pour l'établissement d'un État palestinien vivant côte à côte dans la paix et la sécurité avec Israël, ses propres efforts visant à réaliser cet objectif manqueront de plus en plus de crédibilité. Les parties doivent maintenant faire leur part pour surmonter des obstacles que tout le monde sait difficiles et prendre les mesures nécessaires pour créer un environnement favorable à un engagement sérieux, a-t-il déclaré. « Mais je crains que le temps nous file entre les doigts », a-t-il ajouté.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine, a déclaré que la situation actuelle s'était dangereusement dégradée à tous les niveaux, « nous éloignant encore plus de l'objectif que nous partageons tous », à savoir la solution à deux États. Il a notamment dénoncé la poursuite de la campagne illégale de peuplement menée par Israël « dans le but de saisir encore plus de terres palestiniennes et d'affirmer le contrôle sur les territoires palestiniens, y compris à Jérusalem-Est ». Il a

appelé la communauté internationale à prendre « enfin » des mesures « sérieuses et pratiques » pour empêcher qu'Israël ne détruise complètement la viabilité de la solution à deux États.

L'Observateur permanent a ensuite passé en revue les autres « mesures et actions illégales » adoptées par Israël, notamment la démolition d'habitations palestiniennes, le déplacement des familles dans les régions occupées de la Cisjordanie, et l'organisation quotidienne de raids militaires dans les agglomérations palestiniennes. Il a également évoqué le « traitement déplorable » dont sont victimes les civils palestiniens détenus dans les prisons israéliennes et a exhorté la communauté internationale à pousser Israël à relâcher tous ceux qui sont illégalement détenus.

M. Mansour a également dénoncé les attaques militaires qui ciblent les zones civiles de la bande de Gaza, ainsi que le maintien du « blocus inhumain » imposé depuis 2007. La communauté internationale, a-t-il souligné, ne doit pas céder. Israël doit agir en vertu du droit international pour mettre un terme au blocus et cesser ses violations des droits de l'homme.

L'observateur a ensuite rappelé les nombreuses lettres adressées depuis le mois d'avril par sa délégation au Conseil de sécurité pour l'informer des « violations flagrantes » d'Israël. Il a regretté le manque de volonté politique du Conseil et a dit: « soyons clair, toutes les activités de peuplement et les infrastructures qui y sont liées, y compris le mur, sont illégales et la colonisation des territoires occupés via le transfert des citoyens de la Puissance occupante est strictement interdit par l'article 49 (6) de la quatrième Convention de Genève ».

M. Mansour a également estimé qu'il fallait mettre un terme aux tentatives de la « Puissance occupante » de légaliser ses actes illégaux comme elle a tenté de le faire avec le rapport du Comité Levy, comité gouvernemental « de droite » qui a recommandé la légalisation des avant-postes. Comment Israël et la communauté internationale peuvent-ils demander à la partie palestinienne de prendre part à des négociations pour mettre un terme à l'occupation alors que l'occupant continue de défier le droit international et de saisir toujours plus de terres, entravant ainsi totalement la viabilité d'un État palestinien? a fait mine de s'interroger l'observateur.

À l'heure actuelle, a-t-il notamment indiqué, 500 000 colons illégaux vivent dans 150 colonies de peuplement illégales en Cisjordanie, en plus des 100 avant-postes qui ont été érigés avec l'accord tacite d'Israël.

L'observateur a réclamé des négociations « véritables et crédibles » sur la base des frontières d'avant 1967, et le respect du droit international, des résolutions du Conseil de sécurité et des obligations d'Israël découlant de la Feuille de route du Quatuor. Cela n'est pas une condition palestinienne, mais la position de l'ensemble de la communauté internationale, a-t-il affirmé.

M. HAIM WAXMAN (Israël) a rappelé qu'il y a 18 ans, l'explosion d'une bombe contre le Centre argentin juif à Buenos Aires avait fait 85 morts et des centaines de blessés. La République islamique d'Iran, État Membre de cette organisation, fut responsable de cet acte, de même que le Hezbollah, son allié. Il a également fait part de l'attentat-suicide contre un bus de touristes israéliens, la semaine dernière à Burgas, en Bulgarie, qui a fait six morts, dont une femme enceinte, et plus de 30 blessés. Encore, l'Iran et le Hezbollah sont responsables, a-t-il déclaré. Il a ajouté qu'Israël avait été la cible, ces derniers mois, d'attaques terroristes ou de tentatives d'attaques en Inde, en Azerbaïdjan, en Thaïlande, au Kenya, en Turquie et, plus récemment, à Chypre. L'Iran et le Hezbollah sont, selon lui, derrière chacune de ces actions.

Il doit être évident pour tout le monde dans cette salle, a-t-il dit, que ces événements horribles ne sont pas isolés. Une ligne claire de terreur s'étend de l'attentat de Buenos Aires à celui de Burgas, a-t-il ajouté, assurant qu'elle commençait et finissait en Iran. La campagne iranienne de terrorisme est un fléau qui menace non seulement les Israéliens et les Juifs, mais aussi des innocents à travers le monde, a-t-il dit, affirmant que le temps était venu pour le monde d'y mettre fin une fois pour toutes.

Pour le délégué israélien, le Moyen-Orient est sans doute aujourd'hui à la croisée des chemins la plus importante depuis la Première Guerre mondiale. Il y a deux voies que la région peut emprunter, a-t-il constaté, l'une étant celle du fondamentalisme vers laquelle le régime iranien tente d'embarquer la région. L'Iran représente une route, une route de la haine, a-t-il insisté.

M. Waxman a expliqué que le Hezbollah et l'Iran faisaient partie intégrante de la machine à tuer de Bashar al-Assad. Le Hezbollah et l'Iran fournissent des armes, des munitions, des entraînements, des renseignements, de l'équipement logistique, et plus encore au régime syrien. De même, a-t-il souligné, l'Iran poursuit son programme nucléaire militaire.

Le représentant a indiqué que son pays continuait de suivre de près les événements en Syrie, s'est dit horrifié par la catastrophe humanitaire qui s'y déroule, et préoccupé par les conséquences sur la stabilité et la sécurité de la région. Selon lui, les stocks importants d'armes chimiques en Syrie représentent une catastrophe potentielle, la communauté internationale ne pouvant rester les bras croisés.

L'autre route possible est celle de la paix, du progrès et de la prospérité, a poursuivi M. Waxman, mettant l'accent sur la nécessité pour la région de lutter contre les fondamentalistes et de s'attaquer aux problèmes fondamentaux auxquels elle fait face.

Selon le délégué israélien, la véritable crise que connaît Gaza n'est pas d'ordre économique, mais a pour nom le Hamas. La direction palestinienne devrait, a-t-il ajouté, abandonner ses conditions préalables et rejoindre Israël dans des négociations directes visant à régler toutes les questions liées au statut final. Le Gouvernement israélien, a-t-il assuré, est prêt à œuvrer ardemment à une paix durable avec les Palestiniens à travers des négociations directes. Le représentant a précisé que le peuple israélien était également prêt à faire des compromis douloureux en vue d'aboutir à cet objectif noble.

M. JEFFREY DELAURENTIS (États-Unis) a tout d'abord présenté ses condoléances aux familles des victimes de l'attaque perpétrée la semaine dernière en Bulgarie contre un bus de touristes israéliens. Il a ensuite estimé qu'avec les vetos apposés à deux de ses résolutions concernant la Syrie, le Conseil de sécurité n'avait pas répondu de manière crédible aux actions du « régime Assad ». Le Conseil a échoué dans la tâche la plus importante de son ordre du jour, a-t-il déploré. Compte tenu de l'évolution de la situation sur le terrain, le représentant a estimé que le « régime Assad » ne restera pas au pouvoir. Le Gouvernement américain, a-t-il promis, continuera d'appuyer les opposants syriens et l'instauration d'un état démocratique en Syrie.

Le représentant a ensuite dénoncé l'incident qui a récemment pris pour cible la FNUOD. Il a également évoqué la situation des réfugiés syriens et indiqué qu'en deux jours le nombre de réfugiés au Liban a augmenté de 60%. Près de 60 000 personnes sont inscrites auprès du HCR dans divers pays de la région. Cette situation est en train de devenir une véritable crise humanitaire, s'est-il alarmé, tout en exhortant la communauté internationale à leur venir en aide.

Il a également parlé des stocks d'armes chimiques et biologiques que détient le régime syrien et a averti ce dernier que le monde entier a ses yeux sur lui. Le représentant a ensuite salué les efforts déployés par le Gouvernement libanais pour préserver le calme dans le pays malgré la crise en Syrie.

L'observateur a rappelé que la Secrétaire d'État des États-Unis, Mme Hillary Clinton, venait d'affirmer que le statu quo actuel au Moyen-Orient n'est pas viable. Elle a estimé que seule la voie des négociations et non pas des actions unilatérales pourront assurer l'avènement de la paix. La situation actuelle ne fait rien pour améliorer le quotidien des Palestiniens ni pour améliorer la confiance entre parties israélienne et palestinienne, a-t-il commenté. Il a rappelé que sa délégation ne reconnaît pas de légitimité aux activités de colonisation et qu'elle s'oppose également à la légalisation des avant-postes. Il faut, a-t-il souligné, remettre les négociations sur les rails, mais aussi prendre en compte la situation qui prévaut sur le terrain.

Le représentant des États-Unis a reconnu que la Palestine fait actuellement face à la pire crise financière de son histoire, dont les conséquences, a-t-il averti, pourraient être très graves. Il faut faire beaucoup plus pour éviter l'effondrement des institutions vitales en Cisjordanie, ainsi que pour appuyer les activités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Il a par ailleurs dénoncé les tirs de roquettes dans le sud d'Israël, compte tenu des menaces qu'ils représentent pour le processus de paix.

M. GERT ROSENTHAL (Guatemala) a noté que le mois dernier, au Moyen-Orient, « nous avons fait face à des situations inhabituelles dont l'impact demeure incertain ». Il a cité le manque de consensus autour du plan de paix en six points, le report du dialogue national au Liban, le fait que les autorités du Yémen continuent de mener la lutte contre des groupes terroristes et les attentats terroristes qui viennent d'ensanglanter l'Iraq. Mais la situation de la Syrie reste la plus préoccupante, a-t-il dit, en dénonçant une absence de consensus doublement regrettable en raison de la crise humanitaire.

Regrettant aussi que la question palestinienne ait été occultée par ces derniers événements, il a souligné que la création d'un État palestinien vivant en paix et dans la sécurité dans des frontières sécurisées avec ses voisins, notamment Israël, reste un objectif d'une importance particulière. La solution à deux États doit être le produit de négociations directes entre les parties qui doivent y mettre de la volonté et de l'engagement, dans une atmosphère de confiance mutuelle et de bonne foi. Les efforts du Quatuor et les négociations discrètes entre les parties suggèrent que tout n'est pas perdu.

En outre, comme l'a dit la Cour internationale de Justice, la politique d'implantation de colonies engagée par le Gouvernement d'Israël est illégale et met en péril le processus de paix. Le représentant a dénoncé le blocus de Gaza et affirmé que le respect du droit international est la clef du processus de paix au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine.

M. GÉRARD ARAUD (France) a affirmé qu'en dépit des engagements réitérés à l'adresse de l'Envoyé spécial, le régime syrien avait violé systématiquement les résolutions 2042 (2012) et 2043 (2012) du Conseil de sécurité. Les répercussions sur la stabilité régionale sont de plus en plus préoccupantes, a-t-il constaté, évoquant notamment la situation sur le plateau du Golan et les menaces d'utilisation d'armes chimiques et biologiques contre les voisins de la Syrie ou sa propre population.

Face à ce bilan humain terrible, face à cette menace à la paix et à la sécurité internationales, la Fédération de Russie et la Chine ont choisi de bloquer l'action du Conseil par un troisième double veto, a-t-il dit, ajoutant, ainsi qu'il l'avait déjà fait jeudi dernier, lors du vote, que l'histoire, et avant elle, les peuples arabes, se souviendront qu'ils ont eu tort. L'impuissance où les vetos russe et chinois confinent le Conseil ne laisse pas la communauté sans ressources, a estimé M. Araud, précisant que le soutien au peuple syrien et à l'avènement d'une transition démocratique qui réponde enfin à ses aspirations se poursuivrait.

Selon le délégué français, ces menaces qui pèsent sur la stabilité régionale ne sont pas sans conséquences sur le processus de paix au Moyen-Orient. Notre responsabilité est aujourd'hui de veiller à préserver la viabilité et la crédibilité politique de la solution à deux États, a-t-il dit, soulignant néanmoins que la poursuite de la politique israélienne de colonisation menaçait chaque jour davantage la possibilité de la paix, en violation du droit international et des résolutions du Conseil.

De même, selon lui, la viabilité de la solution de deux États passe par celle des partenaires qui la portent, mettant ainsi l'accent sur la nécessité de réaffirmer le soutien à une Autorité palestinienne fragilisée.

M. TOFIG F. MUSAYEV (Azerbaïdjan) a évoqué les processus de transformation lancés par le printemps arabe, ainsi que la nécessité de trouver une solution aux conflits armés qui sévissent dans la région. La consistance politique est une des principales conditions préalables pour répondre aux demandes légitimes du peuple et assurer une issue favorable au processus. Le représentant s'est dit alarmé par la poursuite par Israël des activités de peuplement, des déplacements de population et de la tentative de légitimer des actions illégales, y voyant outre un mépris à l'égard des droits de l'homme et une menace dangereuse à la solution à deux États et à un État palestinien viable.

Le représentant a estimé que l'absence d'un accord pour trouver une issue politique aux situations de conflit armé et d'occupation militaire ne pouvait servir de prétexte pour violer le droit international humanitaire et le droit international. M. Musayev a appelé le Conseil de sécurité à agir de manière « adéquate » pour mettre un terme aux pratiques et politiques illégales et a dit appuyé les efforts de l'Égypte pour appuyer la réconciliation palestinienne.

M. WANG MIN (Chine) a jugé préoccupante l'impasse dans laquelle se trouvent toujours les négociations israélo-palestiniennes. Il a appuyé toute initiative visant à sortir de ce blocage. La Chine espère que le Quatuor jouera un plus grand rôle pour que reprennent ces pourparlers et s'oppose à la politique israélienne de colonisation, a-t-il dit. Il a estimé que la situation humanitaire dans les territoires palestiniens occupés demeurait très sombre. La Chine, a-t-il précisé, est favorable à un État palestinien indépendant dans ses frontières d'avant 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale et soutient l'adhésion de l'Autorité palestinienne à l'Organisation des Nations Unies en tant qu'État Membre.

S'agissant de la Syrie, le représentant a rappelé la position de son pays, qui est de dire que l'avenir de ce pays devait faire l'objet d'une décision du peuple syrien. La communauté internationale peut cordonner et appuyer les efforts entrepris par l'Envoyé spécial, M. Kofi Annan, et créer les conditions favorables à un véritable dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a estimé que toute contradiction politique interne devait être réglée par les populations concernées sans ingérence extérieure. Les événements du printemps arabe ne peuvent pas non plus être utilisés comme prétexte pour remettre à plus tard le règlement de la question arabo-israélienne.

Il a déploré le manque de progrès sur la question israélo-palestinienne et a estimé qu'afin de sortir de l'impasse, des mesures de confiance s'imposent. Il a notamment appelé à la libération des Palestiniens détenus par Israël avant les Accords d'Oslo, avant de se féliciter de la décision prise par Israël de transférer les recettes douanières et fiscales dues à la Palestine. M. Churkin a cependant estimé que les activités de colonisation menées par Israël sont une violation de la Feuille de route du Quatuor.

Le représentant russe a dénoncé le veto apposé par les États-Unis à un projet de résolution concernant les colonisations. Il a également dit être très préoccupé par la situation à Gaza, qui, a-t-il fait observer, est en train de devenir un terreau fertile pour les extrémistes.

Il s'est en revanche félicité de l'unanimité du Conseil autour de la résolution 2059 sur la prorogation du mandat de la Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne (MISNUS), et a fait savoir que son pays était prêt à y envoyer 30 observateurs militaires. Il a rappelé la position de principe russe en faveur d'un règlement rapide de la crise par les Syriens eux-mêmes et sans intervention étrangère.

Face à la spirale de violence, a-t-il estimé, il faut influencer le Gouvernement syrien et les groupes de l'opposition et suivre à la lettre les recommandations de M. Kofi Annan. Il a estimé que la situation qui prévaut actuellement en Syrie était très dangereuse, compte tenu de la réticence des groupes de l'opposition à prendre part au dialogue. Il a également estimé que la position des États-Unis n'avait fait qu'exacerber la situation.

La Fédération de Russie, a-t-il dit, continue de favoriser le consensus sur la mise en place d'un dialogue intersyrien. Il a appelé les autorités syriennes à respecter leurs engagements internationaux en ce qui concerne le non-recours aux armes chimiques et biologiques.

M. JOSE FILIPE MORAES CABRAL (Portugal) a constaté que la Syrie continuait de plonger dans la guerre civile, les risques étant importants pour la paix et la sécurité de la région. Il a appelé le régime syrien à cesser ses bombardements, et a exhorté toutes les parties à travailler de façon constructive avec l'Envoyé spécial conjoint M. Kofi Annan, à cesser la violence sous toutes ses formes, à mettre en œuvre le plan en six points et le Communiqué de Genève.

De même, le représentant portugais a jugé dangereuse l'impasse dans laquelle se trouve le processus de paix israélo-palestinien. Les parties doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour engager des négociations directes, a-t-il dit. Le délégué a mis l'accent sur la nécessité de mettre en place un État souverain viable et démocratique de Palestine vivant dans la paix et la sécurité avec Israël. Le temps presse, a-t-il dit. Le moment est venu de prendre des risques pour parvenir à une paix durable et de mettre un terme au statu quo.

M. HARDEEP SINGH PURI (Inde) a prévenu que le statu quo dans la question palestinienne est « intenable et insoutenable », surtout quand les membres les plus prééminents de la communauté internationale prétendent appuyer les aspirations démocratiques d'autres peuples de la région. La première étape de la reprise des pourparlers directs entre les parties doit être le gel des colonies de peuplement, a estimé le représentant, qui a aussi plaidé pour la levée du blocus de Gaza. Saluant les progrès engrangés par l'Autorité palestinienne, le représentant a dit attendre de l'ONU qu'elle confirme ces progrès en accédant à la demande de ladite Autorité de devenir Membre à part entière de l'Assemblée générale.

S'agissant de la Syrie, il a dit ne pas voir d'autres alternatives à la pleine mise en œuvre des résolutions 2042 et 2043 du Conseil de sécurité. Un pas dans cette direction serait que les parties respectent la résolution 2059 adoptée la semaine dernière, a-t-il conclu.

La communauté internationale pense-t-elle véritablement que l'inaction va régler le problème? a-t-il fait mine de s'interroger. Il a également parlé de la poursuite des activités de peuplement et des discriminations dont sont victimes les Palestiniens en matière d'accès à l'eau. Le représentant a par ailleurs estimé qu'une visite du Conseil en Palestine permettrait à la communauté internationale de constater non seulement la situation sur le terrain mais également de recentrer son attention sur cette question.

M. MOHAMMED LOULICHKI (Maroc) a dénoncé l'impact des colonies de peuplement sur la situation entre Israël et la Palestine, pour ensuite déplorer le fait que malgré les dénonciations de la communauté internationale, Israël poursuit sa « politique expansionniste », y compris à Jérusalem-Est. Il a salué la souplesse et les bonnes intentions dont a fait preuve la partie palestinienne, et s'est alarmé du fait que les actions d'Israël ont rendu presque caduque la solution à deux États. Cette solution semble être de plus en plus non pas loin de portée mais hors de portée, a-t-il averti.

Le représentant a également parlé de la situation à Jérusalem-Est, notamment de la mosquée Al-Aqsa. Il a engagé le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités notamment en ce qui concerne la protection des lieux saints. Il s'est également inquiété de la destruction de huit villages palestiniens pour construire un camp d'entraînement israélien et dénoncé le blocus imposé par Israël à Gaza. Le représentant a appelé la communauté internationale à agir pour mettre un terme à cette « appropriation frénétique » des terres palestiniennes. « L'intransigeance d'Israël et l'échec de la

communauté internationale rend le processus de paix inexistant. Le gel politique ne favorisera personne, pas même Israël », a-t-il souligné.

M. PETER WITTIG (Allemagne) a condamné, une nouvelle fois, l'attentat perpétré contre des citoyens israéliens en Bulgarie. Il a ensuite estimé que le double veto de la semaine dernière sur un projet de résolution relatif à la Syrie n'a pas été un moment glorieux pour le Conseil de sécurité. Pour l'Allemagne, le régime syrien doit assumer les conséquences de ses actes dont les violations du droit international et le refus de tenir ses propres promesses. L'échec du Conseil, a-t-il insisté, réduit les moyens de pression sur les acteurs et, par conséquent, l'Allemagne continuera d'appuyer les efforts de l'Envoyé spécial conjoint.

Le nombre croissant de réfugiés syriens dans les pays voisins montre clairement les graves ramifications régionales du conflit, a dit le représentant, en saluant les pays hôtes de la région et la FNUOD pour avoir gardé le contact avec toutes les parties afin d'éviter une aggravation de la situation.

S'agissant du conflit israélo-palestinien, le représentant a rappelé que le droit international humanitaire s'applique à l'ensemble des territoires occupés et que la Feuille de route oblige Israël à démanteler tous les avant-postes érigés depuis mars 2001. Ils ne peuvent pas être légalisés car, en vertu du droit international, toutes les colonies de peuplement sont illégales, a-t-il insisté. Compte tenu de l'importance de la zone C pour la viabilité d'un futur État palestinien, le représentant s'est dit préoccupé par le plan israélien de détruire huit villages palestiniens pour y installer un centre militaire de formation.

Les négociations de fond sur les questions liées au statut final sont la seule voie, a-t-il affirmé. Il a reconnu que ces négociations seront difficiles et qu'elles exigeront des concessions douloureuses. Il a donc prôné un environnement fait de confiance mutuelle où les Palestiniens sont convaincus de la volonté d'Israël de faire les concessions nécessaires et où les Israéliens voient dans les Palestiniens des partenaires soucieux de leur sécurité.

M. MARK LYALL GRANT (Royaume-Uni) a affirmé que le régime syrien avait refusé de mettre en œuvre les aspects du plan en six points et avait intensifié la répression brutale, tuant près de 20 000 Syriens. Il continue d'utiliser de façon aveugle et disproportionnée les armes lourdes et procède actuellement à des bombardements à Alep. Les vetos de la Fédération de Russie et de la Chine montrent qu'ils ne peuvent exercer une influence sérieuse, a-t-il également estimé.

Le représentant a mis l'accent sur la nécessité de ne pas oublier les objectifs visant à l'établissement d'un État palestinien indépendant vivant dans la paix et la sécurité avec Israël. Il a jugé décevant de voir que les progrès vers une issue juste et négociée restent peu probables dans un avenir proche. Il faut tout faire pour que la situation ne se détériore davantage, a-t-il dit, appelant à la cessation des colonies israéliennes. Il a lancé un appel à Israël pour qu'il arrête de démolir les maisons palestiniennes dans la zone C de Cisjordanie et qu'il réponde aux besoins humanitaires. Il a affirmé que les deux parties devaient faire preuve du courage et du leadership nécessaires pour parvenir à une solution à deux États.

Il est ironique de voir, a dit M. BASO SANGQU (Afrique du Sud), que s'il y avait eu un blocus comme celui de Gaza dans n'importe quelle autre partie du monde, le Conseil de sécurité aurait été prompt à réagir. Les Palestiniens, a-t-il dit, méritent mieux que ça. Il a jugé déplorable que le Conseil, qui a su prendre rapidement des mesures louables sur des situations de conflit dans d'autres parties du monde, soit incapable voire réticent à mettre fin à des actes illégaux comme la construction de nouvelles colonies de peuplement.

Le représentant a aussi condamné les attaques, les actes de torture, les assassinats et la déportation d'immigrés africains en Israël. Il a rappelé que l'Assemblée de l'Union africaine vient de rappeler à Israël à ses obligations en vertu de la Convention de 1951 sur les réfugiés et de celle de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie. S'il a regretté le manque de progrès dans le processus politique entre Israéliens et Palestiniens, il a noté les contacts discrets en cours en ce moment.

Il s'est tout de même demandé quelle valeur ajoutée apportait l'ONU au Quatuor. Il est temps, a-t-il estimé, de s'arrêter un moment et d'évaluer l'utilité du Quatuor pour en consolider les acquis, en corriger les erreurs et les lacunes et peut-être en reconfigurer le fonctionnement. S'il faut le démanteler, démantelons-le, n'a pas hésité à dire le représentant. Il a appuyé la décision de la Ligue des États arabes de présenter une nouvelle fois la candidature de l'Autorité palestinienne à un siège à l'Assemblée générale.

Quant à la Syrie, le représentant a estimé que le seul espoir réside dans un dialogue mené par les Syriens eux-mêmes et que la seule manière d'avancer est de mettre en œuvre le plan en six points de l'Envoyé spécial conjoint.



M. RAZA BASHIR TARAR (Pakistan) s'est inquiété du manque d'efforts pour relancer le processus de paix au Moyen-Orient qui, a-t-il observé, est aujourd'hui dans l'impasse. Il s'est interrogé sur le rôle qui incombe au Conseil de sécurité et au Quatuor en la matière, et a notamment appelé le Conseil à agir dès maintenant sans quoi, a-t-il averti, la situation risque de véritablement dégénérer. Le représentant a notamment dénoncé l'emprisonnement d'enfants palestiniens par Israël et l'existence de deux systèmes juridiques, ainsi que la poursuite du blocus imposé à Gaza.

M. KODJO MENAN (Togo) a indiqué que la situation qui prévaut sur le terrain, en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, n'a guère connu de progrès sensibles depuis la dernière session que le Conseil de sécurité avait consacrée à cette question, il y a un mois. Il faut prendre des mesures appropriées, non seulement pour mettre fin aux actes de violence commis par les colons, mais aussi pour les traduire en justice. À cet égard, il a salué la décision de la Cour suprême israélienne qui a ordonné l'expulsion des colons ayant occupé, de force, des logements à Beit Hanina. Il s'agit là, a-t-il dit, d'actes courageux de nature à atténuer les tensions et qui devraient être poursuivis en vue de créer un climat propice à la reprise des négociations directes que nous appelons de tous nos vœux.

Le représentant a par ailleurs salué l'Autorité palestinienne pour les progrès réalisés en Cisjordanie dans bien des domaines, surtout dans celui de la sécurité. Il l'a appelée à continuer ses efforts, dans le cadre de la réconciliation avec le Hamas, pour amener ce dernier à renoncer à la violence et à s'associer aux initiatives visant à trouver une solution globale au conflit israélo-palestinien au travers du dialogue et des négociations.

S'agissant de la Syrie, il a estimé que l'incapacité du Conseil de sécurité à parler d'une seule voix a largement contribué à une situation qui échappe aujourd'hui au contrôle des Nations Unies. Si l'adoption de la résolution 2059, le 20 juillet dernier, qui proroge d'un mois le mandat de la Mission des observateurs sur le terrain est à saluer, force est de constater qu'elle a une incidence négligeable sur le cours des événements, a affirmé le représentant, indiquant en outre que son pays était préoccupé par les menaces récentes de l'utilisation d'armes chimiques ou bactériologiques proférées par les autorités syriennes.

M. NÉSTOR OSORIO (Colombie) a affirmé que la négociation entre Israéliens et Palestiniens était la seule voie à suivre pour une solution durable et intégrée. Le représentant a regretté que les parties ne soient pas parvenues à surmonter les obstacles existants et à reprendre les pourparlers directs. Il est essentiel de redoubler d'efforts pour relancer l'économie palestinienne et prendre des mesures pour accroître la confiance des investisseurs, a-t-il ajouté. De même, la crise syrienne est une violation flagrante de la paix et de la stabilité de cette région, a-t-il dit, en déplorant l'incapacité du Conseil de sécurité à agir de façon plus claire et à faciliter une solution politique.

M. NAWAF SALAM (Liban) a indiqué que la position de principe de sa délégation qui défend l'unité de la Syrie est le droit de sa population à vivre dans la sécurité et la dignité. Il a aussi parlé de la ratification, avant hier par le Ministre israélien de la défense, d'une décision qui autorise la destruction de huit villages palestiniens. Cette décision affecte plus de 1 500 personnes sous prétexte que l'armée israélienne a besoin de cette terre pour effectuer des exercices militaires, a-t-il dénoncé. Le Conseil de sécurité entend-il rester dans la paralysie et demeurer otage des violations flagrantes de ses résolutions et du droit international?

Le représentant a évoqué le rapport du Comité Levy qui affirme qu'Israël n'est pas un État occupant et que, par conséquent, aucune de ses activités de colonisation ne peut être considérée comme illégitime. Si l'objectif de ce Comité était de légaliser un crime, l'objectif est atteint, a ironisé le représentant, qui a dénoncé les absurdités d'un rapport selon lequel il n'existe même pas de peuple palestinien. Quelles mesures compte adopter le Conseil de sécurité pour dénoncer le caractère illégitime des politiques israéliennes? a-t-il lancé. Il a rappelé l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice (CIJ) sur la construction du mur de séparation. Pendant combien de temps encore le Conseil de sécurité va-t-il rester paralysé et incapable de faire face à la situation? s'est-il impatienté.

M. MOOTAZ AHMADEIN KHALIL (Égypte), qui s'exprimait d'abord au nom du Mouvement des non-alignés, a affirmé qu'une action internationale sérieuse et en temps opportun est indispensable, la porte d'une solution à deux États se fermant rapidement. Le Mouvement espère que le Conseil de sécurité assumera sa responsabilité et agira de façon conséquente en vue de reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien. Le Mouvement condamne vivement les mesures illégales prises par la Puissance occupante dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est, et ses tentatives persistantes à légitimer les colonies illégales.

Des mesures spécifiques sont nécessaires pour faire face à l'impact grave des politiques israéliennes contre les Palestiniens, a poursuivi le représentant. Le Mouvement appelle le Conseil de sécurité à œuvrer en vue d'obtenir la cessation immédiate de toutes ces violations du droit international

et le respect des obligations juridiques, y compris celles relevant de la quatrième Convention de Genève. Le Mouvement reste préoccupé par la situation humanitaire critique dans la bande de Gaza et demande la levée immédiate du blocus, qui entre dans sa sixième année. Israël doit immédiatement et sans condition ouvrir tous les points de passage vers Gaza.

En sa qualité de représentant de l'Égypte, M. Khalil s'est notamment dit préoccupé par les restrictions imposées par Israël aux activités des agences des Nations Unies dans le Territoire palestinien occupé. Il s'est félicité de l'attention accordée par la communauté internationale aux événements dans la région, en particulier en Syrie. Néanmoins, ceci ne doit pas se faire au détriment du règlement de la question palestinienne, laquelle demeure la principale source d'instabilité dans la région, a-t-il souligné.

M. DEEPAK OGHRAI (Canada) a cru voir des nuages sombres qui s'accumulent sur le Moyen-Orient en citant les graves défis en Iraq, en Syrie, en Iran et en dénonçant les actes terroristes barbares qui ont visé Israël, en Bulgarie. « Il est temps pour le Conseil de sécurité de surmonter son immobilisme et d'agir avec détermination pour protéger la paix et la stabilité au nom de toutes les nations », a-t-il clamé. Il a estimé que « le régime d'Assad a perdu sa légitimité quand il a lancé une campagne de terreur contre le peuple syrien, et qu'il est en train de créer des conflits sectaires et une instabilité régionale, avec des tensions croissantes au Liban et un exode massif de réfugiés vers la Jordanie, la Turquie, l'Iraq et le Liban.

Le Groupe d'action a conçu un plan de transition pragmatique, en s'appuyant sur le plan en six points de l'Envoyé spécial, a estimé le représentant. Il est temps pour le Conseil d'agir pour défendre la paix avec des sanctions qui mettent plus de pressions sur le « régime d'Assad ».

Il a en outre déclaré que les rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur la non-conformité de l'Iran vis-à-vis de ses obligations internationales, et sur ses activités nucléaires renforcent les préoccupations. L'Iran, a-t-il averti, doit comprendre que la communauté internationale est sérieuse et s'attend à ce qu'il prenne des mesures réelles et concrètes pour arrêter son programme nucléaire avant que les sanctions soient allégées. Le Canada a adopté des sanctions sévères contre l'Iran et, maintenant, les répercussions de l'embargo sur le pétrole par l'Union européenne qui a débuté le 1<sup>er</sup> juillet commencent à se faire sentir, a indiqué le représentant.

Au milieu de ces conflits et de cette instabilité, a-t-il poursuivi, le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens est retardé. Ainsi, « les parties elles-mêmes doivent reprendre les négociations de paix directes sans délai ni conditions préalables », a-t-il conseillé. Il a prévenu qu'il n'accepterait aucune proposition visant à changer le statut de l'Autorité palestinienne au sein des Nations Unies. Les deux parties doivent entamer des négociations sérieuses pour une solution à deux États. Pour ce qui est de l'Égypte, M. Oghrai a dit que les premières élections présidentielles démocratiques ont représenté un moment historique. Mais une élection n'est qu'un début, a-t-il prévenu. Le ciel est sombre dans la région, mais le Conseil peut choisir d'exercer son pouvoir et son autorité d'agir pour la soutenir, a conclu le représentant.

M. TSUNEO NISHIDA (Japon) a dit être gravement préoccupé par la détérioration de la situation en Syrie et a appelé l'ensemble des parties syriennes, « les autorités syriennes en particulier », à mettre en œuvre rapidement et sans conditions le plan en six points de l'Envoyé spécial conjoint ainsi que le plan de transition établi dans le Communiqué du Groupe d'action. Il a qualifié d'extrêmement regrettable le fait que le Conseil de sécurité ait échoué, la semaine dernière, à faire preuve d'unité et à parler d'une seule et même voix.

Le représentant a aussi regretté que l'escalade de la violence ait contraint la MISNUS à suspendre ses activités opérationnelles et s'est dit inquiet de la dégradation de la situation humanitaire. Il a annoncé que le Japon avait décidé de verser 5 millions de dollars supplémentaires aux efforts humanitaires déployés par l'ONU.

M. Nishida a par ailleurs appelé Israël à appuyer la stabilité fiscale de l'Autorité palestinienne en veillant au transfert des impôts, et à ne pas se satisfaire du statu quo qui prévaut sur le terrain. Israël doit s'engager avec sincérité dans un dialogue avec les Palestiniens, a-t-il insisté, en arguant que la solution à deux États ne peut être réalisée que par des négociations sincères et directes entre les parties concernées.

Mme MARIA LUIZA RIBEIRO VIOTTI (Brésil) a indiqué que son pays était vivement préoccupé par l'aggravation de la crise en Syrie, regrettant que le Conseil de sécurité ait eu des difficultés à envoyer un message cohérent pour répondre aux derniers développements. La représentante a ajouté qu'un cessez-le-feu était impératif et exigeait un soutien ferme en faveur du plan de paix en six points de l'Envoyé spécial conjoint, M. Kofi Annan, et du Communiqué final du Groupe d'action sur la Syrie.

Pour le Brésil, toutes les parties doivent remplir leurs obligations pour mettre un terme à la violence, mais la responsabilité première à cet égard revient au Gouvernement syrien.

La représentante a d'autre part indiqué que le Brésil se félicitait de l'extension de 30 jours du mandat des observateurs de l'ONU en Syrie, et qu'une telle décision devait contribuer à changer la dynamique sur le terrain de manière à ramener les parties autour de la table des négociations. Évoquant ensuite le processus de paix entre Israël et la Palestine, elle a regretté que celui-ci soit au point mort et que les récents efforts pour relancer le processus n'aient pas porté leurs fruits. Le Brésil est également inquiet des tentatives visant à affirmer la légalité des colonies et des avant-postes, et voit là une logique qui va à l'encontre d'une solution à deux États et des droits inaliénables du peuple palestinien. Pour conclure, la représentante a salué le peuple égyptien qui est parvenu à organiser des élections libres et justes à même de consolider la route pacifique qui mène l'Égypte vers la démocratie. Le Brésil se félicite également des élections en Libye, qui ont suscité un large engouement populaire.

M. ERTUĞRUL APAKAN (Turquie) a affirmé que les pratiques d'Israël dans les territoires palestiniens occupés entravaient la solution à deux États et l'établissement des paramètres pour une paix juste et durable. Il a dénoncé la poursuite des activités de peuplement et a estimé que le rapport du Comité Levy n'était qu'une autre tentative de légitimer des actes illégaux. Il s'est également inquiété de la décision prise récemment de raser huit villages palestiniens pour faire la place à un terrain d'entraînement militaire.

Après avoir condamné l'attentat-suicide qui a pris pour cible, en Bulgarie, un groupe de touristes israéliens, le représentant a évoqué la situation dans la bande de Gaza où, a-t-il signalé, 44% de la population vit dans l'insécurité alimentaire. Cette punition collective doit prendre fin immédiatement, a-t-il demandé. Tout en saluant les efforts du Secrétaire général et des institutions de l'ONU, il a exhorté la communauté internationale à appuyer une solution juste et durable fondée sur la reconnaissance d'un État palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale.

Le représentant a également parlé de la situation en Syrie, s'inquiétant plus particulièrement des informations selon lesquelles le Gouvernement syrien aurait employé des avions de combat pour attaquer des agglomérations. Il a réclamé la fin de la violence et la mise en œuvre immédiate du plan Annan. Il a affirmé que l'avion militaire turc, qui a été abattu par la Syrie dans l'espace aérien international, illustre à quel point la crise syrienne menace la paix et la stabilité régionales.

M. GARY FRANCIS QUINLAN (Australie) a déclaré que l'Australie est très préoccupée par l'immobilisme dans le processus de paix au Moyen-Orient qui risque de saper l'avenir des Palestiniens et des Israéliens. Notant « quelques modestes progrès dans les négociations », le représentant a appelé les deux parties à s'abstenir d'actes qui entravent le processus de paix, en particulier les implantations de colonies et les tirs de roquettes contre les civils israéliens. Nous devons, a-t-il dit, continuer d'aider les Palestiniens à bâtir leurs institutions et à renforcer leur capacité de gouvernance. L'Australie, a-t-il indiqué, a conclu un partenariat de cinq ans avec l'Autorité palestinienne portant sur un montant de 120 millions de dollars australiens.

Le 28 mai dernier, le Ministère des affaires étrangères de l'Australie a signé un autre partenariat avec le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), d'un montant de 20 millions de dollars australiens. Concernant « la terrible situation » en Syrie, le représentant s'est dit déçu de l'absence d'unanimité au Conseil de sécurité et annoncé que l'Australie a débloqué 16 millions de dollars australiens pour les agences et ONG humanitaires.

M. DESRA PERCAYA, (Indonésie) a estimé que les colonies de peuplement sont le principal obstacle à la paix au Moyen-Orient, et en particulier à la solution à deux États. Cela ne veut pas dire, a-t-il précisé, que les autres questions liées au statut final n'ont pas d'importance mais la question des colonies est celle qu'Israël manipule continuellement. Chaque fois que l'on perçoit un frisson de progrès, quelque chose survient comme la violence des colons, l'expulsion de Palestiniens voire la démolition de leurs maisons qui viennent ainsi anéantir tout espoir de progrès. Tant qu'Israël ne change pas sa politique de colonies, il sera impossible de concevoir un quelconque progrès vers les négociations de paix, a prévenu le représentant. Marquant son attachement à la solution à deux États, il a estimé qu'elle n'a aucun sens si elle n'est pas globale et ne tient pas compte des autres volets, dont Israël et la Syrie et Israël et le Liban.

M. THOMAS MAYR-HARTING, Chef de la délégation de l'Union européenne, a condamné, une nouvelle fois, l'attaque perpétrée contre des citoyens israéliens en Bulgarie. S'agissant de la Syrie, il a appelé l'Envoyé spécial conjoint à continuer de travailler à la mise en œuvre de son plan de transition et a lancé un appel à toutes les parties pour qu'elles appuient ces efforts. Regrettant que le Conseil n'ait pas été capable de soutenir lesdits efforts par une résolution, il a appelé les membres de ce dernier, dont la Chine et la Fédération de Russie, à exercer une pression plus forte et plus efficace

sur les parties et à prévoir des conséquences graves en cas de non-respect des décisions précédentes.

Il a demandé à l'opposition syrienne d'oublier ses divergences, de se mettre d'accord sur une série de principes communs et de commencer à travailler à une transition pacifique, inclusive et ordonnée en Syrie. Les groupes d'opposition, a-t-il insisté, doivent se montrer prêts à exercer leur leadership et à appliquer le plan de transition mis en place par le Groupe d'action le 30 juin dernier. Tous les Syriens doivent avoir une place dans la nouvelle Syrie et jouir de droits égaux quels que soient leurs origines, leurs affiliations, leur confession, leur croyance ou leur sexe, a insisté le représentant.

Il a rappelé que lundi dernier, l'Union européenne s'est entendue sur des mesures pour renforcer l'embargo sur les armes et qu'elle continuera à exhorter la communauté internationale à se joindre à ces efforts.

Venant au processus de paix israélo-palestinien, il a réitéré le fait que les négociations sont la voie à suivre. La viabilité de la solution à deux États doit être préservée, a-t-il insisté. Il a donc dénoncé la construction de nouvelles colonies de peuplement, les expulsions de Palestiniens, la démolition de maisons à Jérusalem-Est, les restrictions rendant incapable l'Autorité palestinienne de promouvoir le développement dans la zone C de la Cisjordanie et les difficultés financières que vit l'Autorité en ce moment.

M. HUSSEIN HANIFF (Malaisie) a estimé que les développements en Tunisie, en Égypte et en Libye montraient que le peuple était au cœur de la transformation politique, et que ceci peut sans aucun doute contribuer à la paix et à la sécurité régionales. Ce constat n'est pas observé en Syrie, a-t-il observé, déplorant le nombre important de victimes civiles. La Malaisie, a dit son représentant, appelle toutes les parties au conflit à cesser immédiatement la violence.

Le délégué a en outre indiqué qu'il revenait d'une mission de l'ONU à Gaza, dans le cadre de la Commission spéciale chargée d'enquêter sur les pratiques israéliennes. Il a indiqué que le blocus israélien continuait d'avoir des effets dévastateurs sur la population de Gaza. Il en résulte, a-t-il dit, que 80% des Gazaouites dépendent de l'aide humanitaire internationale. La Malaisie, a-t-il poursuivi, appelle à une cessation immédiate des activités militaires israéliennes et à un retrait des territoires occupés, y compris Jérusalem-Est et le Golan syrien occupé.

M. ISRAÏL U. TILEGEN (Kazakhstan) intervenant au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), a appelé le Conseil de sécurité à engager une action ferme et prompt pour contraindre Israël à respecter ses obligations internationales et mettre un terme à l'occupation. Il a également estimé que la communauté internationale avait l'obligation d'appuyer le peuple palestinien dans la réalisation de son droit à l'autodétermination. Les perspectives de paix sont menacées par les politiques colonialistes et discriminatoires d'Israël, a averti le représentant, qui a fait observer que ces violations quotidiennes du droit international sapent les perspectives d'une solution à deux États et déstabilisent la région dans son ensemble.

Il a ensuite souligné le fait que le caractère palestinien, arabe et islamique de Jérusalem-Est doit être respecté, de même que les lieux de culte islamiques et chrétiens. Les musulmans ne pourront jamais tolérer les agressions d'Israël contre la mosquée Al-Aqsa et la poursuite de telles violations pourra avoir des répercussions graves sur la paix et la sécurité régionales et internationales, a-t-il notamment averti.

M. PALITHA KOHONA (Sri Lanka) a dit que 2012 a été une année de stagnation dans le processus de paix entre Israël et la Palestine. Le Conseil ne doit pas oublier la situation critique des Palestiniens ainsi que l'urgence d'une solution pacifique du conflit. En tant que Président du Comité spécial sur les pratiques israéliennes, je présenterai, a dit le représentant, les observations et les recommandations sur la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés, en novembre. De nombreuses étapes doivent être franchies pour rétablir la confiance, a-t-il reconnu, en ajoutant que la situation sur le terrain, spécialement à Gaza, est insupportable en raison du blocus imposé par Israël. Israël doit lever ces restrictions, conformément à la résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité, a insisté le représentant. En vertu du droit international, Israël, a-t-il dit, se trouve dans l'obligation de protéger la population civile palestinienne dans les territoires occupés. L'unité politique et le développement économique du peuple palestinien contribueront à la viabilité de la solution à deux États, a-t-il conclu.

Mme GRÉTA GUNNARSDÓTTIR (Islande) a dit être gravement préoccupée par l'échec de la mise en œuvre du plan Annan et profondément déçue par le recours au veto la semaine dernière au Conseil de sécurité. Elle a exhorté ce dernier à poursuivre ses délibérations afin d'obtenir un consensus sur la meilleure façon d'éviter l'aggravation du conflit en Syrie. Il importe, a-t-elle conseillé, de prendre en compte les préoccupations légitimes des Syriens, de faire cesser les violences contre la population

civile et d'accorder la priorité au cessez-le-feu. Si rien n'est fait, la situation en Syrie aura des répercussions dans l'ensemble de la région, a-t-elle averti, évoquant notamment le sort des 500 000 réfugiés palestiniens qui se trouvent en Syrie.

En ce qui concerne le processus israélo-palestinien, Mme Gunnarsdóttir a constaté que l'évolution de la situation sur le terrain continuait de compromettre gravement la solution à deux États. Elle a notamment appelé Israël à cesser ses activités de peuplement et à coopérer avec l'équipe que vient de nommer le Conseil des droits de l'homme pour enquêter sur les implications civiles, politiques, économiques, sociales et culturelles des colonies pour les Palestiniens. Elle a également encouragé les membres du Conseil de sécurité à se rendre sur le terrain, estimant qu'un tel déplacement serait l'illustration de sa bonne volonté et lui offrirait la perspective nécessaire pour répondre au problème. La communauté internationale doit envoyer un message clair sur le caractère illégal des activités de peuplement, en réclamant leur arrêt et la levée du blocus de Gaza.

M. MOHAMMAD KHAZAEI (République islamique d'Iran) a estimé que l'on assistait à une radicalisation inexorable des approches, ce qui pourrait contribuer à une spirale croissante de la violence. Il a mis l'accent sur la nécessité de remettre à plat et de revoir les approches de la situation dans la région, notamment celle de l'Occident. Il a plaidé en faveur d'une voie de la coopération, plutôt que celle d'une solution artificielle imposée aux peuples. Il a affirmé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité devaient redoubler d'efforts pour prévenir l'escalade des tensions dans les territoires palestiniens occupés.

S'agissant de la Syrie, la violence se poursuit sur différents fronts, a-t-il dit. La crise ne pourra être résolue que par le dialogue national et des moyens pacifiques. L'Iran, a-t-il dit, est prêt à organiser des pourparlers entre le Gouvernement syrien et les partis d'opposition. Il a souligné que plusieurs États s'efforçaient de compliquer le règlement de la question en Syrie en fournissant à des groupes des armes et des fonds. Le délégué a répondu aux propos tenus plus tôt par le représentant d'Israël, qui, a-t-il dit, a prononcé des allégations sans fondement. Il a notamment assuré que son pays n'avait jamais été et ne serait jamais engagé dans des actions visant à porter atteinte à la vie d'innocents. Sur la question du nucléaire, il a dénoncé le développement clandestin et la possession illégale par Israël d'un tel arsenal.

M. JORGE VALERO BRICEÑO (Venezuela) a affirmé que l'élite politique et militaire israélienne avait établi un nouveau système d'apartheid en Palestine, évoquant notamment la construction de routes pour l'usage exclusif des colons. Il a dénoncé les activités de peuplement, une violation « inquiétante » du droit international. Il a dit être gravement préoccupé par le sort des milliers de civils palestiniens, y compris des enfants et des adolescents, qui ont été arrêtés par les autorités israéliennes sans motif et sans droit à un procès équitable. Ces personnes sont maintenues dans des conditions inhumaines et ma délégation réclame leur libération immédiate, a-t-il indiqué.

M. Valero Briceño a également dénoncé la violation répétée de la souveraineté du Liban, ainsi que l'occupation du Golan syrien et le blocus imposé à la bande de Gaza. Il a appelé le Conseil de sécurité à recommander d'urgence à l'Assemblée générale d'accorder le statut d'État Membre à la Palestine.

Parlant ensuite de la situation en Syrie, le représentant a appelé à la pleine mise en œuvre du plan Annan et a dit être gravement préoccupé par les tentatives de saper cette initiative. Il a fait observer que les sanctions ou les interventions militaires étrangères dans un État souverain ne permettaient pas de résoudre une situation mais exacerbait, au contraire, les conflits internes. Il a insisté sur la nécessité de promouvoir une solution négociée par les Syriens eux-mêmes et a appelé à l'instauration immédiate d'un cessez-le-feu. M. Valero Briceño a salué les États qui ont défendu au sein du Conseil de sécurité les principes de souveraineté, d'indépendance, d'autodétermination et d'intégrité territoriale.

M. ABDULRAHMAN YAAQOB YA AL-HAMADI (Qatar) a dénoncé la poursuite par Israël d'une politique visant à imposer le fait accompli sur le terrain. Il a dénoncé les tentatives de judaïser Jérusalem-Est et affirmé que les décisions d'Israël n'ont aucune valeur juridique. Le représentant a également dénoncé les conclusions du rapport Levy. Comment peut-on envisager le succès des négociations avec une politique de colonisation? s'est interrogé le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne s'est pas acquitté de ses responsabilités. Il a réclamé la levée du blocus de Gaza et souligné que la paix au Moyen-Orient dépend du retrait d'Israël de tous les territoires occupés palestiniens, syriens et libanais.

Le représentant a ensuite dénoncé la « politique de feu et de fer » lancé par le Gouvernement syrien contre de son propre peuple. Ce Gouvernement porte aujourd'hui toute la responsabilité de la situation, a affirmé le représentant pour qui ce régime, en menaçant de recourir à des armes chimiques,

a franchi toutes les lignes rouges. Il a appelé la communauté internationale à agir sans tarder et à se montrer à la hauteur des menaces proférées par les autorités syriennes.

Il a, à son tour, déploré l'incapacité du Conseil de sécurité à gérer de manière efficace la crise syrienne et a indiqué l'intention du Groupe des pays arabes de saisir l'Assemblée générale. Il faut, a-t-il estimé, établir un État pluriel où tous les citoyens sont égaux devant la loi, mettre un terme au bain de sang et maintenir la cohésion du peuple syrien ainsi que l'intégrité territoriale de la Syrie.

M. ABDOU SALAM DIALLO, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a condamné, à son tour, l'attaque meurtrière à la bombe, le 18 juillet, contre un bus transportant des touristes israéliens, en Bulgarie, qui selon lui, « renseigne sur le niveau d'engagement qui doit être le nôtre contre le terrorisme et ses commanditaires ». Il a estimé que dans le contexte de crises et de bouleversements profonds qui s'opèrent dans la région, il serait dommageable de sous-estimer les menaces que le conflit israélo-palestinien fait peser sur la paix et la sécurité internationales. La situation actuelle de ni guerre ni paix n'est pas tenable, a-t-il dit. Il a dénoncé la poursuite de la colonisation qui constitue un obstacle majeur sur le chemin de la paix ainsi que la création d'un groupe de travail désigné par le Gouvernement israélien dont le but consiste à trouver des arguments pour légitimer l'occupation et l'implantation de colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé. Cela ne participe pas de l'instauration d'un climat de confiance entre les parties concernées, a indiqué M. Diallo, qui a rappelé que la politique délibérée d'implantation des colonies illégales s'accompagne fatalement de la destruction des maisons des Palestiniens.

Il a demandé à Israël de manifester sa bonne volonté en reconnaissant les frontières de 1967 et d'adopter des mesures minimales de confiance en mettant notamment fin aux activités illégales d'implantation de colonies et en libérant les prisonniers palestiniens. S'adressant au Quatuor, il a dit qu'il devrait rester déterminé à faire respecter le calendrier qu'il a promulgué l'an dernier. Aux Palestiniens, il a dit que sans une réconciliation autour de l'autorité du Président Abbas, il n'y aura pas de solution prévoyant l'existence de deux États. Il a aussi estimé que le moment est venu de réexaminer la demande d'admission de la Palestine à l'ONU. M. Diallo a ajouté que la grave crise financière à laquelle l'Autorité palestinienne est confrontée a atteint des proportions sans précédent et qu'il faut une aide généreuse des bailleurs de fonds pour continuer à soutenir les efforts d'édification d'un État palestinien.

En ce qui concerne son Comité, il a déclaré qu'il continue d'apporter une contribution constructive à l'objectif commun qui consiste à avoir deux États vivant en paix et en sécurité. Il a rappelé qu'à l'issue des réunions internationales de Paris, à la fin du mois de mai, consacrées au rôle des femmes et des jeunes à l'appui de la paix et aux médias sociaux, le sentiment de frustration face à la situation actuelle exprimé par les participants est venu rappeler qu'il ne fallait pas considérer le statu quo comme une chose acquise.

À la Réunion pour l'Asie et le Pacifique en appui à la paix israélo-palestinienne organisée à Bangkok, au début du mois de juillet, sur les obstacles à la paix et sur les stratégies régionales visant à faire respecter le droit international à cet égard, les participants ont fait observer que le Conseil et les Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève devaient honorer leurs obligations.

M. OTHMAN JERANDI (Tunisie) a déploré le fait que ce genre de débats était devenu une réunion de routine et de pure forme, non que la question palestinienne ne soit pas importante, bien au contraire, mais en raison de l'absence de résultats palpables et réels. Il a estimé que les Israéliens profitaient de la situation pour asseoir leur politique coloniale et répressive et maintenir le statu quo en construisant plus de colonies et en étouffant les Palestiniens. L'ère coloniale est révolue depuis des décennies, a-t-il dit, notant que l'on ne pouvait plus agir ainsi pour la liberté des peuples.

Il a mis l'accent sur la nécessité de trouver une solution immédiate à la question palestinienne et de parvenir à une paix durable, globale et juste. Israël, a-t-il dit, se livre sur un peuple à une punition collective depuis des décennies. Ce pays, a-t-il ajouté, se livre à des violations scandaleuses, claires et évidentes du droit international et de la morale internationale. La question palestinienne est une question historique juste et de droit, sa solution n'étant pas impossible, mais résidant d'abord dans la volonté de restituer aux Palestiniens leurs droits, a-t-il estimé. Il a espéré que la communauté internationale sera ferme face aux violations israéliennes.

M. MORTEN WETLAND (Norvège) a souligné les graves dangers qui menacent la fondation d'un État palestinien viable, évoquant la grave crise financière à laquelle fait face l'Autorité palestinienne. Depuis la Conférence de Paris de 2007, les Palestiniens ont réalisé des avancées institutionnelles remarquables pour établir un État palestinien viable et ces avancées sont à présent menacées, a-t-il prévenu. Il a évoqué l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations de paix, dont la poursuite des activités illégales de peuplement qui sapent, a-t-il affirmé, la solution à deux États. Ces actions illégales et unilatérales destinées à changer la situation sur le terrain et à contrecarrer les

négociations doivent cesser, a-t-il tranché, en pointant le doigt sur le risque grave de voir une vague de troubles et l'échec des mécanismes de sécurité actuels.

M. Wetland a ensuite fait savoir que la prochaine réunion, le 23 septembre, du Groupe d'appui des donateurs pour les territoires palestiniens, que préside la Norvège, serait consacrée aux principaux défis économiques de l'économie palestinienne ainsi qu'au meilleur moyen d'éviter l'aggravation de la crise financière. Il a également mis l'accent sur la nécessité de stimuler une croissance économique durable, estimant que le secteur privé palestinien doit pouvoir se développer et participer à des activités commerciales au sein même de la Palestine et avec ses voisins. Le développement du secteur privé doit également être stimulé dans la zone C, a-t-il ajouté, avant de prévenir que les perspectives budgétaires étaient mauvaises.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) a dénoncé l'inclusion d'une autre question dans l'examen de la situation du Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Il a ainsi indiqué qu'il ne répondrait pas aux allégations qui, a-t-il dit, ont été prononcées contre son pays. Le représentant a critiqué l'approche israélienne systématique que l'on ne souhaite pas passer au crible. Israël, a-t-il dit, continue de fouler aux pieds de nombreuses résolutions et se sent au-dessus des lois, bénéficiant de la protection directe de certains États. Ces mêmes États ont fourni l'arme nucléaire à Israël, a-t-il accusé. Dans ce contexte, le Conseil de sécurité n'a pas été en mesure d'assumer sa responsabilité au titre de la Charte des Nations Unies.

Il a affirmé qu'Israël continuait de refuser de rendre le Golan syrien à sa patrie et poursuivait sa politique de colonisation et d'activités terroristes à l'égard de la population arabe du Golan. Il a rappelé les liens forts qui existent entre la Syrie et le Liban. Il a néanmoins dénoncé les actions de certains partis libanais qui aident certains groupes en Syrie et contribuent au bain de sang. De même, il a critiqué l'appui fourni à de tels groupes par l'Arabie saoudite, les États-Unis ou la France.

Il a également demandé à l'Arabie saoudite et au Qatar de répondre aux exigences démocratiques de leurs propres populations. Ces deux pays ne sont pas des exemples à suivre lorsque l'on parle de démocratie, a-t-il souligné.

M. ABDALLAH Y. AL-MOUALLIMI (Arabie saoudite), qui s'exprimait au nom du Groupe des États arabes, a affirmé que la communauté internationale devait prendre des mesures courageuses pour trouver une solution à la question palestinienne. Le représentant a déclaré, entre autres, que les activités de peuplement israéliennes se trouvaient en violation flagrante de la quatrième Convention de Genève. Il a ajouté que les autorités israéliennes continuaient de confisquer des terres et de modifier la situation démographique de Jérusalem-Est. Il a également dénoncé les travaux d'excavation près de la mosquée Al-Aqsa, ainsi que la construction d'un mur « raciste » en Cisjordanie. Le délégué saoudien a demandé au Conseil de sécurité de se rendre en Palestine, comme il l'a fait dans d'autres pays.

S'agissant de la Syrie, il a accusé le régime de continuer inlassablement de tuer quiconque lui est opposé. Il a dénoncé l'incapacité du Conseil à adopter une résolution condamnant la Syrie, déplorant l'attitude de ceux qui ont appuyé cette position. Il a indiqué que le Groupe des États arabes avait décidé de saisir l'Assemblée générale de cette question.

M. OSCAR LEÓN GONZÁLEZ (Cuba) a affirmé que la poursuite de l'occupation israélienne des territoires palestiniens était l'obstacle principal à l'établissement d'une solution juste et durable dans la région. Des familles entières souffrent des conséquences de l'occupation israélienne, et cette année plus de 330 habitations ont été détruites alors que la moitié des 536 Palestiniens déplacés sont des enfants, a-t-il dénoncé. Il a également évoqué les milliers de prisonniers politiques palestiniens, faisant observer qu'aucune des grèves de la faim lancées par certains d'entre eux n'avait fait l'objet d'une couverture dans la presse internationale.

M. González a appelé le Conseil de sécurité à adopter des mesures pratiques et concrètes pour qu'Israël cesse de violer les droits des Palestiniens et à se prononcer sans tarder sur l'adhésion de la Palestine aux Nations Unies qui, a-t-il rappelé, est appuyée par la majorité des États Membres. Le silence complice de certaines puissances membres du Conseil de sécurité ne fait que perpétuer l'état d'impunité dont jouit Israël.

Le représentant a dit étudier avec attention la situation en Syrie tout en étant conscient du fait que les informations disponibles sont fragmentées, imprécises et sujettes à de nombreuses manipulations. Au lieu de promouvoir le dialogue et les négociations entre parties, on appelle au recours à la force et à la violence, s'est-il alarmé. Il a mis en garde contre toute tentative d'utiliser le Conseil de sécurité pour provoquer des changements de régime dans un pays tiers.

La responsabilité du Conseil est d'éviter la déstabilisation et de protéger les peuples innocents et non de les manipuler à des fins géopolitiques, a-t-il souligné. Le représentant a dénoncé les tentatives d'intervention étrangère, « directe ou indirecte, y compris par l'appui logistique aux groupes armés illégaux ». Une intervention étrangère en Syrie aura de graves conséquences pour la paix et la sécurité du Moyen-Orient, a-t-il averti.

M. AHMED SAREER (Maldives) a déploré qu'en une année la communauté internationale n'ait rien pu faire pour la paix en Syrie, dans les territoires occupés et pour la reconnaissance de la souveraineté et l'indépendance de la Palestine. Le processus de paix au Moyen-Orient est devenu « la question de notre génération », a-t-il dit. Pour les Maldives, la question la plus importante concernant la paix dans cette région est la reconnaissance de la Palestine comme État indépendant et souverain. Les Maldives constatent que la Palestine a un Gouvernement capable de gérer ses affaires et qu'elle est prête à assumer la charge complète d'un gouvernement. Après des décennies d'inaction, il est temps, a-t-il dit, d'aller de l'avant et « de soutenir trois générations de Palestiniens qui ont vécu leurs vies sous le joug de l'occupation ».

\* \* \* \* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel